



MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

ACCORD-CADRE – FOURNITURE DE GAZ NATUREL POUR LES DIFFÉRENTS POINTS DE
COMPTAGE DU PATRIMOINE D'ALSACE HABITAT

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Date limite de remise des offres : le **16/07/2025 à 12h00**

Acheteur	ALSACE HABITAT, 4 rue Bartisch 67100 STRASBOURG
Personne signataire	Le Directeur Général - Alsace Habitat
A.M.O.	ÉPURE Ingénierie - 5, Impasse de la Baronète - 57070 METZ
Forme de la consultation	Accord-cadre à marchés subséquents
Numéro de marché	25AH016



SOMMAIRE

1. OBJET, ETENDUE ET CONDITIONS DE CONSULTATION	3
1.1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
1.2. NOMENCLATURE COMMUNAUTAIRE	3
1.3. DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION	3
1.4. PROCEDURE DE PASSATION	3
1.5. TECHNIQUE D'ACHAT DE LA CONSULTATION.....	3
1.6. MARCHE RESERVE	4
1.7. DUREE DU MARCHE	4
1.8. DELAI DE VALIDITE DES OFFRES.....	4
1.9. OFFRES DE PRIX	4
1.10. VARIANTES, OPTIONS.....	5
1.11. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES	5
2. DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.1. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION	5
2.2. MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
2.3. MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION.....	6
2.4. ACCES AUX DONNEES NECESSAIRES A L'ETABLISSEMENT DES OFFRES	6
3. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	7
3.1. CONDITIONS DE PARTICIPATIONS DES CONCURRENTS	7
3.2. PIECES DE LA CANDIDATURE	7
3.3. PIECES DE L'OFFRE.....	8
3.4. PIECES DEMANDEES AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE	9
4. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	9
4.1. DATE LIMITE DE RECEPTION DE OFFRES	9
4.2. DEPOT ELECTRONIQUE DES PLIS.....	10
4.3. PRESENTATION DES PLIS	10
4.4. SIGNATURE DES PIECES.....	11
4.5. COPIE DE SAUVEGARDE	11
5. ECHANGES SUR LA PLATEFORME ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	12
6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	12
6.1. SELECTION DES CANDIDATURES (POUR L'ATTRIBUTION DE L'ACCORD CADRE)	12
6.2. JUGEMENT DES OFFRES (POUR L'ATTRIBUTION DE L'ACCORD CADRE)	13
6.3. CHOIX DES ATTRIBUTAIRES	14
7. NEGOCIATIONS.....	15
8. VOIES DE RECOURS.....	15
9. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	15

1. OBJET, ETENDUE ET CONDITIONS DE CONSULTATION

1.1. Objet de la consultation

- Objet : Accord-cadre – Fourniture de gaz naturel pour les différents points de comptage du patrimoine d'ALSACE HABITAT
- Lieux de livraison : Points de Comptage et Estimation de L'ACHETEUR listés en annexe situés en France Métropolitaine, nommée « AC ANNEX1_MULTI LOTS_V0 ».

Pour le patrimoine d'Alsace Habitat, le contrat est géré et suivi par l'exploitant des installations thermiques au travers d'un poste P1 divergent.

1.2. Nomenclature communautaire

- 09123000-7 - Gaz naturel
- 65210000-8 - Distribution de gaz
- 65200000-5 - Distribution de gaz et services connexes

1.3. Décomposition de la consultation

- Le marché est alloti.
 - o Lot n°1 : périmètre Réseaux Gaz de Strasbourg
 - o Lot n°2 : périmètre Gaz Réseaux Distribution France
 - o Lot n°3 : périmètre Gaz de Barr
- Tranche : Aucune décomposition en tranche n'est prévue.

1.4. Procédure de passation

La consultation est passée selon la procédure de l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L2124-2, R2124-2 (1°), R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

1.5. Technique d'achat de la consultation

Chaque lot prend la forme d'un accord-cadre :

- à marchés subséquents
- multi-attributaire : sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, les 5 premiers candidats issus du classement des offres pour chaque lot, dont les offres au stade de l'accord-cadre ont été jugées les plus avantageuses, seront remis en concurrence pour les marchés subséquents.
- **mono-attributaire : uniquement dans le cas où une seule offre est réceptionnée ;**
- Sans montant minimum, avec un montant maximum indiqué par lot.

La consultation est fondée sur une consommation annuelle maximum (MWh/an) établie au moyen d'une majoration de +30% de la quantité facturée en 2024 (annexe(s) du CCP).

Sur sa durée, l'accord-cadre est donc limité par un volume maximum pour chaque lot, indiqué ci-après :

- o Lot n°1 : périmètre Réseaux Gaz de Strasbourg : **24 000 000€HT**
- o Lot n°2 : périmètre Gaz Réseaux Distribution France : **6 000 000 € HT**
- o Lot n°3 : périmètre Gaz de Barr : **5 200 000 € HT**

Ces volumes seront doublés en cas de tacite reconduction.

L'accord-cadre est soumis aux dispositions des articles L2125-1 (1°), R2162-1 à R2162-6 du Code de la commande publique. Les dispositions propres aux marchés subséquents sont mentionnées aux articles R2162-7 à R2162-12 du Code de la commande publique.

1.6. Marché réservé

Sans objet.

1.7. Durée du marché

a. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification.

Il pourra être renouvelé pour une nouvelle durée de 2 ans par tacite reconduction. Si l'ACHETEUR ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifié aux titulaires au plus tard dans un délai de 60 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre. Les titulaires ne disposent pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

La durée de l'accord cadre ne pourra pas dépasser 4 ans. **L'accord-cadre prend fin, de manière anticipée, dès que le plafond de commandes prévu à l'article 1.5 du présent RC est atteint.**

b. Durée des marchés subséquents

Conformément à l'article R2162-5 du Code de la Commande Publique, les marchés subséquents sont conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre mais l'exécution des prestations objet des marchés subséquents peut se prolonger au-delà du terme de l'accord-cadre, sans que cette durée n'excède **6 mois**.

A titre prévisionnel, la prise d'effet du premier marché subséquent sera le **1er octobre 2025**. Les prises d'effet pour certains sites pourront être décalées en fonction des contrats en cours.

Les délais d'exécution des prestations et de livraison des fournitures sont mentionnées dans le CCP et/ou l'offre technique du candidat.

1.8. Délai de validité des offres

a. Délai de validité des offres de l'accord cadre

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des candidatures.

b. Délai de validité des offres des marchés subséquents

Les offres tarifaires de chaque marché subséquent devront être valides le jour de la date de remise des offres à 12h00, pour une durée de 5 heures. Celles-ci seront attribuées le jour même par le pouvoir adjudicateur, au plus tard à 17h00 par écrit.

1.9. Offres de prix

a. Spécificités des prix de l'accord-cadre

Pour chaque lot auquel le candidat souhaite soumissionner, les prix communiqués au stade de l'accord-cadre sont des prix estimatifs proposés dans les conditions suivantes :

- Prix fixe sur une période de 12 mois sur la base des volumes estimés indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire.

NOTA :

- Il est demandé que la valeur prix soit évaluée sur la base des éléments de l'annexe financière. Chaque candidat est invité à remettre un tarif sur la trame entièrement complétée de l'onglet « BASE 100% MARCHE 12M » dans la décomposition du prix global et forfaitaire.
- Cela signifie que la simulation financière de l'offre ne tient pas compte des dates individuelles d'entrée des PCE dans le contrat.
- Tous les sites n'ont pas une prise d'effet au 1^{er} octobre 2025.

LOT	LOT	Prise d'effet	Nb de sites du lot considéré	Part %	Volume annuel MWh/an	Part %
LOT_01	LOT_01	09/04/25	1	0,4%	3	0,0%
LOT_01		01/07/25	1	0,4%	0	0,0%
LOT_01		25/09/25	2	0,8%	1	0,0%
LOT_01		01/10/25	236	96,7%	31 156	99,8%
LOT_01		23/10/25	2	0,8%	40	0,1%
LOT_01		25/10/25	1	0,4%	7	0,0%
LOT_01		16/01/26	1	0,4%	2	0,0%
LOT_02	LOT_02	16/02/25	2	2,9%	11	0,1%
LOT_02		01/10/25	54	78,3%	7 745	99,2%
LOT_02		30/11/25	5	7,2%	21	0,3%
LOT_02		18/12/25	2	2,9%	15	0,2%
LOT_02		03/01/26	2	2,9%	0	0,0%
LOT_02		09/01/26	2	2,9%	0	0,0%
LOT_02		01/07/26	2	2,9%	15	0,2%
LOT_03	LOT_03	01/10/25	24	100,0%	6 744	100,0%

- Ces sites doivent être considérés dans le chiffrage ainsi que leurs consommations dans la flexibilité du contrat par le moyen que le candidat décrira dans son offre.

b. Spécificités des prix des marchés subséquents

Le type de prix (prix fixe ou prix indexé) remis lors des marchés subséquents sera précisé dans les documents de consultation des marchés subséquents

1.10. Variantes, options

Il est obligatoire de répondre à l'offre de base et leur variante exigée pour les marchés subséquents. Les variantes facultatives ne sont pas autorisées.

1.11. Prestations supplémentaires éventuelles

Aucune prestation supplémentaire n'est autorisée.

2. DOSSIER DE CONSULTATION

2.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC) ;
- Un acte d'engagement (AE) par lot ;
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et annexe(s) jointe(s) au CCP ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) par lot ;
- La trame du mémoire technique ;
- Les pièces générales (en vigueur le jour de la publication) :
 - o Les conditions standard de livraison GRDF ou autres GRD ;
 - o Le Code de la commande publique ;
 - o Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS).

Les pièces générales, bien que non jointes au présent marché, sont réputées parfaitement connues du candidat, et les parties leur reconnaîtront expressément le caractère contractuel.

2.2. Modalités de retrait du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) est dématérialisé. Il est téléchargeable gratuitement à l'adresse suivante :

<https://alsacemarchespublics.eu/25AH016>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support papier, ni support physique électronique n'est autorisée.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, les candidats devront disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard *.zip (lisibles par Winzip, Quickzip) ;
- Adobe® Acrobat® *.pdf (lisibles par le logiciel Adobe Acrobat Reader) ;
- *.doc ou *.xls version 2000-2003 (lisibles par Microsoft Office ou OpenOffice) ;
- Rich Text Format *.rtf ;
- Le cas échéant le format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, ...).

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé au candidat de s'authentifier ou de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation. L'adresse électronique déclarée permet la transmission des notifications de la plateforme en cas de modification du DCE, de publication de réponses aux questions posées par les candidats, d'apports de précisions. La responsabilité de L'ACHETEUR ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

2.3. Modification du dossier de consultation

L'ACHETEUR se réserve le droit d'apporter, au plus tard **6 jours** avant la date limite fixée pour la remise des candidatures, des modifications de détail au dossier de consultation ou des compléments au dossier de consultation. Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'une notification à l'adresse e-mail déclarée lors de l'authentification.

En application de l'article R2151-4 du Code de la commande publique, L'ACHETEUR prolongera si nécessaire la durée de la consultation proportionnellement à l'importance des modifications ou en fonction de la date à laquelle ces dernières ont été communiquées aux candidats.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par L'ACHETEUR fait foi.

Toute offre qui ne tiendra pas compte des modifications apportées au DCE sera déclarée irrégulière conformément à l'article R2152-1 du Code de la Commande Publique.

2.4. Accès aux données nécessaires à l'établissement des offres

Conformément aux dispositions prévues par le Code de l'énergie (articles R111-27 & R111-32), L'ACHETEUR autorise le candidat à demander et recevoir auprès des Gestionnaires de Réseaux, les données contractuelles et les données nécessaires à l'établissement de son offre, pour les sites objets de la consultation (tarif, profil, CAR, options tarifaires d'acheminement, historique de consommations, etc...). Cette présente autorisation est consentie **pour toute la durée de la procédure et jusqu'à la fin d'exécution du marché.**

3. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Il appartient à chacun des candidats de produire **1 exemplaire** des pièces suivantes, rédigées en **langue française, entièrement renseignées et signées**.

Unité monétaire : euro(s).

3.1. Conditions de participations des concurrents

Le candidat peut présenter :

- une candidature individuelle
- une candidature sous forme de groupement d'opérateurs économiques

Chaque candidat, individuel ou membre d'un groupement, devra être désigné dans les documents de la candidature et de l'offre sous leur dénomination sociale telle qu'elle est enregistrée au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou aux autorités fiscales.

En cas de groupement, la forme de celui-ci doit être précisée dans l'Acte d'Engagement, et l'identité du mandataire doit être clairement mentionnée.

En application de l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché.

Conformément à l'article R2142-23 du Code précité, une même entreprise ne peut être mandataire de plus d'un groupement.

Conformément à l'article R2142-24 du Code précité, en cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire des membres du groupement.

Aptitude à exercer : En application du décret n°2011-1457 du 7 novembre 2011, la participation est réservée aux candidats qui dispose d'une autorisation d'exercer l'activité d'achat de gaz pour revente.

3.2. Pièces de la candidature

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent le DUME ou les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat), en vigueur, disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

En cas de groupement, un seul DC1 peut être complété, mais chaque membre doit fournir un DC2. L'utilisation de ces formulaires peut être remplacée par le recours au DUME.

Ils contiendront les éléments indiqués ci-dessous :

a. Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- Déclaration sur l'honneur du candidat ou de chaque membre du groupement pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la commande publique ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article L323-1 du Code du travail.

b. Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-6 à R. 2142-12 du code de la commande publique

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux fournitures objet du contrat, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Si le candidat est dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, cette déclaration, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par L'ACHETEUR.

c. Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-13 et R. 142-14 du code de la commande publique

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des principaux travaux effectués/des principales fournitures livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. La réalisation des travaux/la livraison des fournitures est prouvée par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;
- Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- La déclaration de lutte contre le travail dissimulé ;

d. Autorisation de fourniture en gaz

- La copie de l'autorisation d'exercer l'activité d'achat de gaz pour revente conformément au décret n° 2011-1457 du 7 novembre 2011.

e. Sous-traitance :

- Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant ces opérateurs que ceux qui lui sont exigés par L'ACHETEUR. En outre, il justifie des capacités de ces opérateurs, et apporte la preuve, par tout moyen, qu'il en disposera pour l'exécution du marché (ex : engagement par écrit de l'opérateur économique).

3.3. Pièces de l'offre

- **L'acte d'engagement (AE)** du lot considéré et ses annexes éventuelles complétés.
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) du lot considéré, complété.
- **Le mémoire technique (MT)** détaillant l'offre de service proposé. L'utilisation du cadre du mémoire fourni est impérative.
- **Le règlement de consultation (RC).**
- **Le cahier des clauses particulières (CCP).**
- Tout autre document que le candidat jugera utile à l'appui de sa candidature et de son offre.

Conformément à l'article L2193-5 du Code de la commande publique, lorsque la déclaration de sous-traitance intervient au moment de l'offre, cette dernière devra identifier :

- les sous-traitants auxquels il envisage de faire appel ;
- la nature et le montant des prestations sous-traitées.

Les réserves éventuelles (CCP...) seront listées en annexe de l'acte d'engagement.

3.4. Pièces demandées au stade de l'attribution du marché

Le candidat retenu devra communiquer les pièces suivantes dans un délai **de 10 jours**. Si le candidat le souhaite, il peut transmettre ces documents dans le pli remis au stade de la consultation.

- Habilitation de la personne représentant chaque entreprise candidate (ex : statuts, acte de nomination, acte spécial, délégation de signature, délégation de pouvoir, etc...) ;
- Le cas échéant,
 - o Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
 - o Pièces prévues aux articles R1263-12 du Code du travail relatifs au personnel détaché ;
 - o Liste nominative des salariés étrangers employés ou mis à disposition et soumis à l'autorisation de travail comme prévu aux articles D8254-2 à D8254-5 du Code du travail. Cette liste précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis) ou Carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou tout document équivalent, ou, pour les entreprises en cours d'inscription, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités ;
- Attestation(s) fiscale(s) datant de moins de 3 mois ;
- Attestation de vigilance datant de moins de 6 mois ;
- Attestation d'assurance Responsabilité Civile, en cours de validité, portant mention de l'étendue de la garantie, garantissant sa responsabilité à l'égard de L'ACHETEUR et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, objet du marché.

A noter qu'en cas de groupement, chaque membre du groupement doit fournir les informations listées ci-dessus. Il sera également transmis le document suivant :

- Le cas échéant, habilitation du mandataire à effectuer les actes au nom et pour le compte des membres du groupement, signé par les autres membres du groupement ;

Le candidat établi dans un État autre que la France doit produire les certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, à défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé. Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que l'accord-cadre ne lui soit attribué.

4. CONDITIONS DE TRANSMISSION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Conformément à l'article R2151-6 du Code de la commande publique, **le candidat transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue par L'ACHETEUR dans le délai fixé pour la remise des offres.**

4.1. Date limite de réception de offres

Les plis devront parvenir à destination au plus tard au jour et à l'heure figurant dans l'avis d'appel public à la concurrence et rappelé en page de garde du règlement de la consultation.

4.2. Dépôt électronique des plis

a. Adressage

Conformément à l'article R2132-7 du Code de la Commande Publique, les candidats doivent **obligatoirement** déposer leur offre par voie dématérialisée, sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante :

<https://alsacemarchespublics.eu/25AH016>

La transmission des documents en version papier ou sur support physique électronique (CD-ROM, clé USB... ou tout autre support matériel) n'est pas autorisée.

Pour déposer une offre électronique, les candidats doivent s'assurer de répondre aux prérequis techniques de la plateforme, et peuvent également s'entraîner à répondre par voie dématérialisée, avant la réponse définitive.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

b. Horodatage

Seule la date de réception de l'offre par la plateforme est prise en compte et en aucun cas, la date d'envoi par le candidat.

Il est recommandé au candidat de prévoir un délai de réception (débit de l'accès internet, taille des documents à transmettre) afin de respecter les date et heure limites de remise des offres. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. À ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

c. Format des fichiers

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Cependant, les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

d. Anti-virus

Les candidats s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent pas de virus. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

4.3. Présentation des plis

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement :

- les pièces de la candidature,
- les pièces de l'offre.

Dans le cadre d'une consultation allotie, il est souhaité que les pièces de l'offre soient organisées par lot si le candidat répond à plusieurs lots.

Les candidats veilleront à nommer chacune de leur pièce, et à éviter les noms trop longs et les caractères spéciaux.

4.4. Signature des pièces

La signature des pièces du marché n'est pas imposée lors du dépôt de l'offre. Toutefois la signature électronique dès le dépôt de l'offre est recommandée.

L'acheteur pourra procéder à la rematérialisation de l'offre du candidat attributaire, dans le cas où celui-ci ne posséderait pas de signature électronique.

Les pièces pour lesquelles le présent article impose la signature devront être signées lors de l'attribution:

- Individuellement, pièce par pièce.
- par une personne pouvant valablement engager le candidat ou être accompagnées d'une délégation de signature valide (en temps et en montant d'engagement)
- et respecter les éléments suivants :
 - o Signature manuscrite. Une signature numérisée n'a aucune valeur juridique.
 - o Signature électronique valide respectant les exigences des articles 1316 à 1316-4 du Code civil et de l'arrêté du 22 mars 2019 (annexe 12 du Code de la Commande Publique).

4.5. Copie de sauvegarde

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-ROM ou clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Ce pli sera envoyé à l'adresse suivante :

ALSACE HABITAT, 4 rue Bartisch 67100 STRASBOURG

Les copies de sauvegarde peuvent être remises contre récépissé au plus tard aux dates et heures précisées sur la page de garde et à l'adresse indiquée ci-dessus ou, si elles sont envoyées par la Poste, elles devront l'être par pli recommandé et affranchi avec avis de réception postal et parvenir à destination avant ces mêmes dates et heure limites.

Conformément à l'article 2.II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique. La trace de cette malveillance est conservée ;
- Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Il est souhaité que le candidat organise la copie de sauvegarde comme noté précédemment. Les copies de sauvegarde électronique sur support physique respecteront également les consignes relatives aux formats des fichiers, aux virus et à la signature électronique.

5. ECHANGES SUR LA PLATEFORME ET DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les échanges de documents, questions, réponses doivent être réalisés via la plate-forme afin d'en assurer une meilleure traçabilité. La messagerie est également utilisée pour informer les opérateurs économiques de différents événements tels que :

- Nouvelle version d'un document ;
- Demande de précision ;
- Lettre de rejet, etc...

ATTENTION : certains serveurs de messagerie présents dans le système informatique des candidats peuvent filtrer des envois venant de la plate-forme. Les candidats doivent être vigilants sur ce point.

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui seraient nécessaires pour constituer la candidature et l'offre, les candidats devront faire parvenir **10 jours au plus tard avant la date limite de réception** une **demande écrite** sur la plateforme dédiée.

Les réponses seront publiées sur la plateforme, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres conformément à l'article R2132-6 du Code de la commande publique. Dans l'hypothèse où un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre, demandé en temps utile par l'opérateur économique, n'est pas fourni dans les délais prévus à l'article R2132-6 du Code de la commande publique, L'ACHETEUR s'engage à prolonger le délai de réception des offres.

Il ne sera pas répondu aux questions posées par mail ou par téléphone.

6. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres sera effectuée dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

6.1. Sélection des candidatures (pour l'attribution de l'accord cadre)

Nota : avant de procéder à l'examen des candidatures, si L'ACHETEUR constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, L'ACHETEUR peut, en application de l'article R2144-2 du Code de la commande publique, décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature sont informés de cette possibilité dans le même délai.

Sur la base des documents produits et au regard de la nature et de l'importance des prestations à réaliser, les candidatures de l'accord cadre sont sélectionnées selon les critères suivants :

- Capacités techniques et financières ;
- Capacités professionnelles.

Les cas suivants conduiront à l'élimination des candidatures :

- Les soumissionnaires dont l'expérience ou les capacités professionnelles, techniques ou financières apparaîtraient insuffisantes ou sans rapport avec le besoin exprimé ;
- Les offres incomplètes (pièces demandées non produites) ;
- Les offres postérieures à la date limite des offres ;
- Les offres incohérentes (qui comportent des contradictions) ;
- Les candidatures portant atteinte aux règles relatives à la liberté de prix et à la concurrence ;
- Les candidats non conformes à la législation en matière de traitement des données personnelles ;
- Les entreprises qui entrent dans les cas listés aux articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la commande publique.

6.2. Jugement des offres (pour l'attribution de l'accord cadre)

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2151-1 à L2152-8 et aux articles R2152-1 à R2152-13 du Code de la commande publique.

Une offre s'avère non-conforme si :

- elle est **irrégulière** : offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qu'elle méconnaît la législation applicable, notamment en matière sociale ou environnementale. (Article L2152-2 du Code de la commande publique)
- elle est **inacceptable** : offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché (Article L2152-3 du Code de la commande publique)
- elle est **inappropriée** : offre qui apporte une réponse sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de L'ACHETEUR (Article L2152-4 du Code de la commande publique)

Une **offre anormalement basse** est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché. (Article L2152-5 du Code de la commande publique). Elle est assimilée à une offre irrégulière (non régularisable).

Les offres inappropriées ainsi que les offres irrégulières ou inacceptables sont éliminées.

a. Modalités de jugement des offres

Dans les conditions prévues aux articles précités, le marché est attribué au soumissionnaire ou, le cas échéant, aux soumissionnaires qui ont présenté **l'offre économiquement la plus avantageuse** sur la base d'un ou plusieurs critères objectifs, précis et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

Ce jugement, par lot, donne lieu à un classement des offres en fonction de :

- la qualité des propositions faites par les candidats dans le cadre d'un mémoire technique détaillé tous lots,
- une composante prix distincte pour chaque lot.

b. Critères et pondération

Les offres de l'accord cadre sont appréciées selon les critères suivants :

- Valeur technique ;
- Prix.

Le jugement des offres est exercé en application des critères et sous-critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante.

Critère 1 : VALEUR TECHNIQUE	95%
- Sous-critère 1 : relation clientèle	20%
- Sous-critère 2 : facturation	25%
- Sous-critère 3 : site internet	25%
- Sous-critère 4 : services spécifiques	25%
Critère 2 : PRIX	5%

c. Méthode d'analyse des offres

La valeur technique est évaluée sur la base des prestations proposées par les candidats dans leur mémoire technique.

- Le sous-critère 1 « relation clientèle » est analysé sur la base des éléments d'appréciation suivants : moyens humains proposés et organisation mise en place pour assurer les prestations du présent marché, notamment dans le cadre de la bascule, ainsi que pour le suivi et/ou les demandes de L'ACHETEUR ;
- Le sous-critère 2 « facturation » est analysé sur la base des éléments d'appréciation suivants : Modalités et qualité de la facturation (modèle de facture, délai d'envoi des factures, périodicité, gestion des consommations estimées, feuillet...) ;
- Le sous-critère 3 « site Internet » est analysé sur la base des éléments d'appréciation suivants : Pertinence et ergonomie de la plateforme internet et autres outils de reporting ;
- Le sous-critère 4 « services spécifiques » est analysé sur la base des éléments d'appréciation suivants :
 - Gestion de l'énergie ;
 - Assistance à L'ACHETEUR pour la gestion des échanges avec le GRD ;
 - Rattachement ou détachement d'un Point de Comptage et Estimation ;

La valeur prix est évaluée sur la base des éléments de l'annexe financière. Chaque candidat est invité à remettre un tarif sur la trame entièrement complétée de l'onglet « **BASE PRIX FIXE 12 MOIS** » de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) des prix unitaires du lot concerné. L'offre doit refléter au mieux la remise d'une offre effectuée dans le cadre d'un marché subséquent. Le montant total de l'offre servira à la comparaison entre les candidats selon la formule suivante :

$$N = [M_{MD} / M_O] * N_{MAX}$$

Sachant que :

- N : note pondérée obtenue par l'offre examinée
- M_{MD} : montant de l'offre la moins-disante
- M_O : montant de l'offre examinée
- N_{MAX} : note maximum attribuée pour le critère, soit 5%.

6.3. Choix des attributaires

Pour chaque lot, les offres sont finalement classées. Les lots sont attribués aux soumissionnaires qui ont présenté les offres les **plus avantageuses** au regard des critères de jugement des offres susmentionnées. Les candidats seront informés par voie électronique. Les candidats retenus se verront envoyer leur notification signée par le représentant de L'ACHETEUR.

Les 5 candidats ayant obtenu la meilleure note sera retenu, à titre provisoire, en attendant que le candidat produise les pièces citées à l'article 3.4 du présent règlement de la consultation justifiant qu'il n'entre pas dans un cas d'exclusion des procédures de marchés publics. Ces pièces ne seront pas à fournir si celles-ci ont déjà été communiquées au stade de la remise des plis. Conformément à l'article R2144-7 du Code de la Commande publique, si le candidat ne peut produire dans le délai imparti les documents demandés, alors le marché ne pourra pas lui être attribué. Le candidat classé en second sera alors sollicité pour communiquer les pièces demandées. Et ainsi de suite tant qu'il subsiste des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

En outre, le titulaire du marché devra produire, sous peine de résiliation du marché à ses torts, les pièces prévues aux articles D.8222-5, D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail tous les 6 mois et ce, jusqu'à la fin d'exécution du marché.

En cas de non-respect de ces obligations, si le titulaire ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser la situation, L'ACHETEUR se réserve la possibilité, soit de rompre le contrat, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire, soit d'appliquer une pénalité égale à 10% du montant du contrat, le montant de cette pénalité ne pouvant excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du code du travail.

7. NEGOCIATIONS

Sans objet.

8. VOIES DE RECOURS

Aux termes des articles L. 211-14, R. 213-5-1 et D. 211-10-2 du Code de l'organisation judiciaire, en cas de litige résultant de l'application des clauses des présents marchés, le tribunal compétent est le suivant : **Tribunal judiciaire de Nancy, Rue du Général FABVIER 54035 NANCY.**

Les voies de recours sont les suivantes :

- Référé précontractuel pour manquement aux obligations de publicité et de mise en concurrence, depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat.
- Référé contractuel, pour manquements aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

9. TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ALSACE HABITAT met en œuvre un traitement ayant pour finalité la gestion des consultations, ce qui constitue pour ALSACE HABITAT une obligation légale (Code de la Commande Publique).

Les données sont destinées au service Marchés de ALSACE HABITAT et au service en charge du dossier. Elles sont également accessibles à la plateforme de dématérialisation utilisée par ALSACE HABITAT pour la publication et le suivi des consultations.

Les données seront conservées pour des durées définies par le Code de la Commande Publique.

Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, du droit à la limitation du traitement et à l'effacement dans le cadre permis par le Règlement Européen.

Vous pouvez exercer ces droits auprès de ALSACE HABITAT - Service DPO - 4 rue Bartisch - 67100 STRASBOURG. Merci de joindre un justificatif d'identité.

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits Informatique et Libertés ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL.

Pour votre parfaite information, ALSACE HABITAT a désigné un délégué à la protection des données, que vous pouvez joindre à l'adresse mail : dpo.alsacehabitat@anaxia-conseil.fr.